

Unité départementale de la Marne
10, rue Clément Ader
BP n° 177
51685 REIMS Cedex 02

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



VIVESCIA

Chemin d'Aulnay
51510 MATOUGUES

Références : SM1 D1i 2022 478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement VIVESCIA implanté Chemin d'Aulnay 51510 MATOUGUES. L'inspection a été annoncée le 23/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est inscrite au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- Chemin d'Aulnay 51510 MATOUGUES
- Code AIOT dans GUN : 0005701717
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Vivescia exploite à Matougues un complexe céréalier composé de :
– deux silos verticaux béton d'un volume total de 57 440 m³ (régime de classement : autorisation). Ces deux silos sont appelés « silo n°2 » pour la rangée constituée de 12 cellules verticales béton et 4 as de carreau, et « silo n°1 » pour la partie constituée de 24 cellules verticales béton et 12 as de carreau, dont 8 longent la voie ferrée Paris-Strasbourg ;
– un stockage de produits phytosanitaires d'une capacité de 95 tonnes soumis à déclaration ;
– un stockage d'engrais liquides de 300 m³ de capacité soumis à déclaration ;
– un dépôt d'engrais solides non classé au titre des engrais solides à base de nitrate.

Le séchoir et le stockage de gaz associé ont été arrêtés et démantelés le 31/03/2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens spécifiques de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 9	/	Lettre de suite préfectorale
Vieillessement des structures	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 14	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nomenclature	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 2	/	Sans objet
Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
Permis de feu	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 6	/	Sans objet
Protection contre les explosions	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 7 a)	/	Sans objet
Moyens de protection contre les explosions	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 7 b)	/	Sans objet
Moyens de protection contre les explosions	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 7 c)	/	Sans objet
Nettoyage des locaux	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 8	/	Sans objet
Inertage	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 10.1	/	Sans objet
Alerte SNCF	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 10.2	/	Sans objet
Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 11	/	Sans objet
Prévention des risques liés aux appareils de manutention	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 12	/	Sans objet
Système d'aspiration	AP Complémentaire du 14/10/2011, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé :

- que la réserve d'eau de 250 m³ n'était pas signalée ;
- qu'un plan d'action correctif relatif au vieillissement des cellules C11 à C14 était attendu depuis le rapport en date du 24/06/2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Nomenclature

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Prescription contrôlée : Classement des installations et activités
Constats : Les activités et les installations sont conformes au récapitulatif des installations classées présentées dans le dossier de cessation partielle d'activité de mars 2021. Le séchoir et son réservoir de gaz ont été évacués.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements utilisables en ATEX
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible; - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre. Constats : Le rapport de vérification des installations électriques du 17/05/2022 ne contient pas d'observations. La liste des matériels utilisables en atmosphères explosibles de poussière y est annexée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Permis de feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention. Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Le permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none">• les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,• la durée de validité,• la nature des dangers,• le type de matériel pouvant être utilisé,• les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),• les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.
Constats : 4 employés (dont le chef de silo) sont formés et habilités à la procédure permis de feu / travaux par points chauds. Les fiches de formation, la procédure et le registre ont été présentés et n'appellent pas de remarques.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre les explosions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 7 a)
Thème(s) : Risques accidentels, Events et surfaces soufflables
Prescription contrôlée : Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de dispositifs permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés. En particulier, les dispositifs suivants sont installés : Les volumes concernés doivent être a minima : <ul style="list-style-type: none">• les tours de manutention,• les espaces sur-cellules, [...] Ces dispositifs sont dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité. Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente. L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel lorsque c'est techniquement possible.
Constats : Les surfaces d'événements effectives des étages 1, 5 et 6 du silo n°1 diffèrent des surfaces d'événements prescrites par l'arrêté préfectoral du 14/10/2011 : Etage 1 -> surface réelle : 17,92 m ² , surface théorique EDD : 18,3 m ² Etage 5 -> surface réelle : 17,236 m ² , surface théorique EDD : 17,5 m ² Etage 6 -> surface réelle : 12,937 m ² , surface théorique EDD : 14,3 m ² Cependant, ces écarts sont compensés par les surfaces d'événement du rez-de chaussée et de l'étage 7 excédentaires.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de protection contre les explosions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 7 b)
Thème(s) : Risques accidentels, Découplage
Prescription contrôlée : Les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans le volume A. Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible. L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place : [...] L'ensemble des ouvertures communiquant avec les galeries inférieure et supérieure (portes donnant dans les galeries, trappes de visite des cellules...) est fermé pendant les phases de manutention. Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des portes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.
Constats : Les portes et portillons sont maintenus fermés.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de protection contre les explosions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 7 c)
Thème(s) : Risques accidentels, Autres mesures
Prescription contrôlée : Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant d'autres mesures de protections venant en complément des barrières classiques (événements, découplages, ...) sont mises en place : <ul style="list-style-type: none">• paroi de cantonnement, [...] <ul style="list-style-type: none">• Détecteurs de rotation et câbles d'arrêt d'urgence sur l'ensemble des calibreurs,• la canalisation de gaz au niveau du séchoir est rehaussée à une hauteur de 3,50 m, au niveau des fosses de déchargement en vue d'être protégée contre le heurt des véhicules et des bennes en cours de déchargement.
Constats : Les dispositifs de cantonnement, détecteurs de rotation et câbles d'arrêt d'urgence sont en place. La prescription concernant le rehaussement de la canalisation de gaz est sans objet du fait du démantèlement du séchoir.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nettoyage des locaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, propreté
Prescription contrôlée : Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement. En période de collecte, l'exploitant doit journallement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage.
Constats : Les locaux sont propres. Le registre de nettoyage indiquant la localisation des marqueurs de zone a été présenté. La procédure du 22/10/2018 version 7 est connue et disponible.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens spécifiques de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Une colonne sèche, conforme aux normes et aux réglementations en vigueur, est implantées dans la tour de manutention des silos n°1 et n°2. L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. Des procédures d'intervention en fonction des dangers et des moyens d'intervention disponibles sur le site sont rédigées et communiquées aux services de secours. Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. Une borne incendie, pouvant assurer un débit de 60 m3/h pendant deux heures, est située à moins de 100 m de l'entrée du site. Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permettrait pas l'alimentation du poteau d'incendie de diamètre 100 mm normalisé, la défense devra être assurée à partir de réserves d'une capacité totale de 120 m3 conformes aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. Les poteaux ou les aires d'aspiration seront implantés en dehors des zones létales et d'effets irréversibles. [...] Les points d'aspiration doivent toujours être d'un accès facile et être aménagés au plus près des réserves [...]. Ces points d'aspiration seront en tout temps signalés par des pancartes visibles.
Constats : Les colonnes sèches sont vérifiées régulièrement en atteste les comptes-rendus établis par la société SAPIAN. Le compte-rendu vérifié le jour de la visite n'appelle aucune remarque. Le personnel connaît les procédures d'intervention (v2 du 27/06/2014), les fiches d'aide à la décision (v2 du 01/09/2016) et les fiches de novembre 2017. Les procédures d'intervention sont illustrées par un plan de localisation des risques et des zones d'effet. Les extincteurs ont été vérifiés. La réserve de 250 m3 est opérationnelle et située hors des zones d'effet. Elle est vérifiée annuellement. L'affichage sur la réserve est estompé. La localisation de la réserve n'est pas indiquée lorsque l'on accède au site.
Avis de l'inspection : Il est proposé de demander à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant la nécessité d'indiquer l'emplacement de la réserve au SDIS au niveau de l'accès au site conformément aux prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 14/10/2011. Un délai de quinze jours est proposé pour la mise en place de la signalétique à destination du SDIS.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Inertage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Inertage
Prescription contrôlée : Les cellules béton fermées des silos sont équipées de dispositifs permettant leur inertage en cas de sinistre. Des raccords adaptables sont fixés sur les gaines de ventilation des cellules ou les portillons d'accès. L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans des délais compatibles avec une intervention en cas d'incendie dans une cellule béton fermée du site. Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place. Sont également mentionnées dans cette procédure : <ul style="list-style-type: none">• les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ;• le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ; les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire. L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.
Constats : La procédure d'inertage (annexe 8 de la procédure d'intervention du 01/04/2017 V2) est disponible. Les consignes sont affichées.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alerte SNCF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte SNCF
Prescription contrôlée : Une procédure d'alerte de la SNCF inclut l'alerte permanente de la SNCF en cas d'événement accidentel susceptible d'affecter la voie ferrée avec au minimum un essai annuel.
Constats : La procédure d'alerte SNCF (annexe 9 du 26/05 V1) est affichée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Auto-échauffement
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit : [...] Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre ou stocké informatiquement et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes. Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.
Constats : La thermométrie des cellules est opérationnelle. La procédure auto-échauffement/ventilation/thermométrie (V4 du 09/09/2015) est connue et maîtrisée. En cas d'auto-échauffement, la cellule de crise Vivescia est mobilisée. Les sondes sont équipées de 12 capteurs chacune.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques liés aux appareils de manutention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils de manutention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :</p> <p>[...]</p> <p>Si des modifications interviennent sur l'un de ces dispositifs, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs et leur niveau de sécurité au moins équivalent.</p> <p>L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes ayant pour but de vidanger le circuit et éviter ainsi un accident lors du redémarrage. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.</p> <p>L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage sont installés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule. Ces matériels doivent être adaptés aux zones à risques d'incendie dans lesquelles ils se trouvent.</p> <p>Constats : Les dispositifs tels que les contrôleurs de rotation, les détecteurs de bourrage et les détecteurs de déport de sangle déclenchent l'arrêt des équipements selon l'exploitant en amont du circuit d'approvisionnement. Cette fonctionnalité n'a pas été testée.</p> <p>Les dispositifs d'entraînement, de rotation, de soutien des élévateurs, des transporteurs et les organes mécaniques mobiles sont contrôlés annuellement. Les fiches d'entretien ont été contrôlées le jour de la visite. Elles n'appellent pas de remarques.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vieillissement des structures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant. En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, ...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent. Pour les 8 cellules du silo n°1 côté voie ferrée : En plus des prescriptions du présent article et conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, l'exploitant met en place le protocole de surveillance particulier des 8 cellules C11 à C18 du site de Matougues situées côté voie ferrée tel que décrit dans le document intitulé «Protocole de surveillance des cellules C11 à C18 du site de Matougues (51)» du BUREAU VERITAS du 17/12/2010. Ce protocole décrit les types de surveillance envisagés, les modalités de surveillance en interne et par un organisme externe, les périodicités de contrôle, les résultats des contrôles. Si les résultats de ces contrôles invitent à des investigations complémentaires, leur nature sera définie. Le protocole de surveillance et les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats sont à conserver pendant toute la durée de vie de l'installation.
Constats : Deux cellules sont vérifiées annuellement ce qui permet de faire un bilan quinquennal de l'état de ces cellules. Les vides de barres à vérin ont été comblés lors des travaux d'aménagement des événements. Un rapport en date du 24/06/2021 dresse le bilan des travaux et de la surveillance à réaliser. Des fissures horizontales et verticales ont été décelées dans les cellules C11 à C14. Les travaux dépendront de l'analyse approfondie de la cellule C11 qui n'a pas encore été planifiée. Aucun travaux n'a été réalisé à ce jour pour corriger les désordres.
Avis de l'inspection : Pour 31 décembre 2022, l'exploitant précisera les décisions et les orientations qu'il envisage de prendre pour le silo de Matougues concernant les défauts de structure. Il transmettra pour cette même date un échéancier des travaux qu'il envisage de réaliser afin de remédier aux désordres constatés sur la structure. L'inspection proposera dès lors à monsieur le préfet de la Marne d'encadrer la réalisation des travaux via un arrêté préfectoral complémentaire.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale